

Ainsi va la France Du théâtre d'ombres à l'urgence nationale

La chronique de David Lisnard



Sans surprise, la grenade à fragmentation dégoûtée avec la dissolution de l'Assemblée nationale continue à produire ses effets (ma précédente tribune a décrit la première séquence). Les membres épars de notre corps politique gisent désormais dans l'enceinte du Palais Bourbon, où une minorité bruyante se hurle majoritaire contre l'évidence des voix et des sièges; où elle met en demeure le chef de l'Etat de nommer un Premier ministre; où ses partenaires de la veille dans « le petit théâtre antifasciste » sont pris d'une pudeur soudaine de Tartuffe et vont jusqu'à réclamer la dissolution d'un parti pour qui ils invitaient à voter deux semaines plus tôt; où la loi est dévoyée pour permettre à des ministres de voter en tant que députés; où, contre les dispositions expresses de son règlement, le bureau de l'Assemblée ne comporte aucun représentant de sa principale formation; et où cette dernière elle-même, en assurant l'élection à ce même bureau de ses pires adversaires (du moins proclamés), aura pratiqué la politique du pire qui est toujours la pire des politiques.

Pour couronner le tout, le président de la République appelle ingénument à une « trêve politique » à l'occasion des JO: aspiration assurément partagée par la grande majorité des Français, avides de beau sport et de bon repos, mais qui a été précisément contrariée par ces soudaines élections législatives, survenues en plein cœur de l'été et remettant le feu au paysage politique par la décision du même Président.

Bouderie civique. Ce spectacle est d'autant plus affligeant que tous ces protagonistes ne jurent que par « Etat de droit », « Démocratie », « Tradition républicaine », « Unité nationale » et autre « Esprit de responsabilité ».

Voilà amplement de quoi, si tel n'est pas déjà le cas à en juger par le tout dernier sondage sur l'image catastrophique des partis politiques dans l'opinion, dégoûter nos concitoyens de la chose publique, renforcer la bouderie civique qui accompagne depuis deux décennies la crise de la représentation et condamner le beau sursaut participatif des dernières élections à faire long feu. On est même enclin à se demander si tel n'est pas le but recherché par certains qui, incapables de convaincre une majorité de Fran-

« Devant la multiplication des arrière-pensées et des coups de billard à trois bandes, les commentateurs s'épuisent à trouver des logiques sous-jacentes et encore plus des voies de sortie »

çais, ne détesteraient pas expulser de facto du corps électoral le tiers d'entre eux en ignorant leur vote.

Devant la multiplication des arrière-pensées et des coups de billard à trois bandes, les commentateurs s'épuisent à trouver des logiques sous-jacentes et encore plus des voies de sortie. La forte probabilité d'une nouvelle dissolution dans un an, au train où vont - ou plutôt ne vont pas - les choses, l'idée que désormais le calendrier électoral n'a plus rien de sûr, la perspective de 2027: tout concourt à s'enfermer dans la combinazione et à mettre de côté les

vraies urgences du pays. Notre classe politique, à l'exception de la droite républicaine - ce n'est pas partisan que de le dire mais un constat - réclame « encore un instant Monsieur le Bourreau! », que celui-ci se nomme FMI, Commission européenne, Vladimir Poutine ou Donald Trump.

Dans ce contexte menaçant, qui n'attendra certainement pas que nous voulions bien régler nos grandes et petites querelles, et de ce chaos politique lui-même, un sursaut est à notre portée, à la fois nécessaire et possible. Peu importe la méthode, qu'elle passe par un « pacte législatif » ou une participation directe au gouvernement, même si j'incline à penser que l'on s'assure mieux d'une politique quand on la met soi-même en œuvre; sans parler du pouvoir réglementaire qui représente une partie substantielle de l'action publique.

Libération. La force de nos institutions, du moins pour ce qu'il en reste, est de pouvoir gouverner, même sans majorité, dès lors que n'existe pas de majorité alternative. C'est tout le sens du mécanisme de la motion de censure dans notre Constitution.

Dès lors, une coalition parlementaire du bon sens et de la bonne volonté pourrait porter un programme d'urgence nationale pour l'année qui vient. Certes, il n'y aura pas de majorité absolue à l'Assemblée pour la soutenir mais, à bien y réfléchir, mesure par mesure, il n'y aura pas davantage de majorité absolue pour s'y opposer, compte tenu de l'opinion d'au moins deux tiers des Français sur tous ces sujets; et compte tenu du rapport des forces réel et non fantasmé au Parlement (n'oublions pas le Sénat).

Quelques mesures s'imposent dès lors que l'on prend en compte l'impératif existentiel de notre souveraineté, menacée par nos vertigineux

« Quelle majorité absolue s'opposerait à une reprise en main des comptes publics, à un coup d'arrêt à l'emballage fiscal et au "n'importe quoi qu'il en coûte" »

déséquilibres internes comme par les redoutables menaces extérieures.

Quelle majorité absolue s'opposerait au rétablissement rapide et déterminé de l'ordre public par une politique pénale enfin rigoureuse et par la réforme de la justice des mineurs?

Quelle majorité absolue s'opposerait à la restriction drastique des flux migratoires et au changement de paradigme en faveur d'une immigration choisie?

Quelle majorité absolue s'opposerait à la priorité donnée à la production par l'investissement et le travail?

Quelle majorité absolue s'opposerait à une reprise en main des comptes publics, à un coup d'arrêt à l'emballage fiscal et au « n'importe quoi qu'il en coûte »?

Quelle majorité absolue s'opposerait à la mise en place d'un système de retraite par capitalisation obligatoire pour enfin assurer un revenu dynamique aux futurs retraités, sortir de l'inéquité générationnelle actuelle, assainir les comptes de la nation, doter le pays d'un fonds souverain pour financer l'économie, rendre chaque individu propriétaire du fruit de son travail?

Quelle majorité absolue s'opposerait à la liberté scolaire des parents, des enseignants et des chefs d'établissements pour arrêter la spirale de notre déclin éducatif et « l'assignation à l'ignorance » des catégories populaires?

Et enfin, quelle majorité absolue s'opposerait, face à la vaste offensive désormais coordonnée des impérialismes autoritaires contre les démocraties, à l'engagement résolu de notre politique étrangère aux côtés des plus exposés: Ukraine, Israël, Arménie, Taïwan?

Ce programme d'urgence nationale est un engagement de responsabilité indispensable avant que le peuple français ne revienne trancher les divergences politiques de fond. Et il le fera d'autant plus volontiers et avec d'autant plus de clarté que le pays aura évité le pire, retrouvé un minimum de sérénité et posé les bases d'un redressement national.

Alors viendra le temps d'un grand projet qui écartera d'autant plus la tentation des extrêmes qu'il saura être radical. Un grand projet de libération des énergies individuelles et civiques pour lequel il existe bel et bien, j'en suis convaincu, une majorité absolue dans notre pays. Ainsi va la France.

David Lisnard est président de Nouvelle Energie et maire de Cannes.

L'art du don. Patricia Jung-Singh est la fondatrice de Terra Symbiosis, qui remet l'environnement au cœur de l'humain

« Il faut connaître la nature si l'on veut s'en soucier plus tard »



L'OPINION - ADOBE FIREFLY

Episode 4

Cet été, l'Opinion s'est penché sur les nouvelles formes de la philanthropie. Cinq acteurs de ce secteur ont livré leur expérience à la tête d'une fondation.

Interview Irène Inchauspé et Muriel Motte

Quelle est la spécificité de Terra Symbiosis?

J'ai hérité d'un patrimoine familial, le produit de la vente dans les années 1990 de l'entreprise de grande distribution fondée en Alsace par mon grand-père. J'avais travaillé dans la solidarité internationale et la coordination de projet pour des ONG, cet héritage m'a permis de créer ma fondation en 2009. A ce moment-là, je m'intéressais beaucoup au changement climatique et aux idées de Pierre Rabhi autour de l'agroécologie. Mon objectif, à travers Terra Symbiosis, était de proposer des solutions concrètes pour permettre une meilleure symbiose entre l'humain et l'environnement, qui passe notamment par la possibilité de se nourrir en respectant mieux la nature. Nous avons commencé à financer des associations accompagnant des agriculteurs désireux de changer leurs pratiques et de se tourner vers l'agriculture biologique, ainsi que d'autres organisations comme Terre de Liens qui facilitent leur accès au foncier. Ou encore des projets d'agriculture urbaine et de jardins partagés. Nous avons aussi initié nos propres projets, notamment une coopérative à Strasbourg, Kouma, lieu de vie au service de l'alimentation bio et durable, avec un magasin de producteurs, une épicerie, trois restaurants et un espace d'animation.

Comment choisissez-vous vos projets?

De manière assez classique, dans les premières années de la fondation nous lançons des appels à projet afin d'identifier les plus pertinents selon nos critères. J'ai été membre du comité environnement de la Fondation de France, qui abrite Terra Symbiosis. Cela m'a donné une vision d'ensemble des enjeux, des innovations possibles et des manques de financements sur tel ou tel projet. A partir de 2015, nous avons réorienté notre action vers des opérations concrètes autour de l'enfance, partant du principe qu'il faut connaître la nature si l'on veut s'en soucier plus tard et pouvoir changer la société, et que l'éducation dans ce domaine commence dès le plus jeune âge. Nous finançons la végétalisation de crèches et d'écoles, ainsi que la formation de professionnels accompagnant les enfants pour développer des projets en lien avec la nature (Ecole du dehors, séjours nature, aires terrestres éducatives, crèches en forêt...). Nous organisons également des Rencontres enfance et nature annuelles en Alsace et Haute-Savoie pour sensibiliser, former et créer un réseau autour de ces questions. Nous sommes une petite fondation de deux salariés, dotée d'un budget annuel compris entre 150 000 et 200 000 euros pour accompagner tous ces projets.



Pour avoir un impact plus fort, nous avons décidé depuis trois ans de nous coaliser avec d'autres fondations.

Pour développer le même genre de projets?

Oui, mais l'appel à projet solitaire a cédé la place à un « appel à communs », qui s'appelle Grandir en lien avec la nature. Nous avons créé un pot commun avec plusieurs fondations, Nature & Découvertes, Léa Nature, Iris, Rustica, Lemarchand, une Goutte d'eau pour notre planète, sans oublier la Fondation de France. Notre but est de financer des dynamiques territoriales dans toute la France, c'est dire des collectifs d'associations dans lesquelles peuvent aussi figurer des collectivités, et dont la mission est d'intégrer le lien à la nature dans la politique éducative dès la petite enfance. C'est passionnant car, Covid aidant, le rapport entre nature et santé est apparu au grand jour ce qui nous pousse à être plus transversal. Les travaux de recherche convergent pour constater les bienfaits du lien à la nature en matière de santé physique, de santé mentale et des capacités cognitives. Les activités de plein air permettent de lutter contre la sédentarité et le surpoids, de développer l'expérience par les sens, d'améliorer la concentration et la coopération, de gérer l'hyperactivité (ou diminuer le stress?) et de s'éloigner des écrans... Nous avons aussi été à l'initiative d'un think tank, Tous Dehors France, qui planche sur les sujets de pédagogie, de santé, d'urbanisme en lien avec la nature. Il faut pouvoir bien identifier les problèmes à la racine si l'on veut agir sur les causes et pas seulement en gérer les conséquences.

Quels sont les défis auxquels doit faire face votre fondation?

Nous devons absolument rester à l'affût des vrais besoins du terrain. C'est pour cette raison que nous organisons en novembre, et pour la première fois, la rencontre des lauréats de notre « appel à communs » afin de réfléchir avec eux sur ce dont ils ont vraiment besoin. Etre en coconstruction avec eux est le meilleur moyen d'avoir de l'impact. Il nous faut aussi réfléchir à l'innovation. Comment être un levier sur le sujet qui nous anime afin de fédérer plus de monde (et plus de moyens!) autour du collectif? Le thème du lien avec la nature est considéré comme un effet de mode après la Covid, la connexion numérique a vite repris le dessus. On a besoin que ce thème essentiel soit reconnu politiquement. Il reste beaucoup de chemin à parcourir pour qu'il soit inscrit dans la formation des enseignants, ou que chaque nouvelle école dispose d'un espace de nature. C'est notre rôle de fondation de montrer les bienfaits de cette solution, c'est pour cela que nous soutenons aussi la recherche. Elle est à la peine en France par rapport au monde anglo-saxon qui a beaucoup travaillé sur le sujet.

Qu'est-ce qui vous motive?

J'ai grandi dans une famille où régnait un fort lien à la nature, cet environnement a été très fondateur pour moi. Je suis convaincue que faire alliance avec le vivant est la seule manière de survivre sur cette planète.

@iinchauspe X
@murielmotte X

Prochain épisode
Isabelle Giordano
« La philanthropie souffre parfois d'une image feutrée et vicieuse »

Retrouvez toutes nos chroniques sur [lopinion.fr](https://www.lopinion.fr)